

A Gaza : une agression pour briser les corps et les âmes du peuple palestinien

samedi 2 août 2014, par [BFS/MPS](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 2014).

1° Depuis le 8 juillet 2014, l'agression israélienne contre le peuple palestinien – d'abord dans la bande de Gaza, puis en Cisjordanie – n'a cessé de se faire plus brutale, meurtrière, destructrice. Cela représente un épisode dans un enchaînement d'une politique sioniste exacerbée du gouvernement de l'Etat d'Israël et des forces armées de cet Etat qualifiées d'« *armée de défense* ».

Ce qualificatif recyclé avec cynisme vise à trouver une légitimité, au présent, dans une histoire dramatique. Celle propre à un antisémitisme qui s'est déchaîné aux XIX^e siècle et XX^e siècles ; entre autres, dans diverses puissances impérialistes occidentales. Son expression extrême fut celle de la « destruction des juifs » par le régime impérialiste allemand d'Hitler. Les firmes industrielles et financières qui lui avaient mis la botte à l'étrier font encore tout pour faire oublier leur rôle historique. Dès lors, les bourgeoisies impérialistes actuelles croient « se racheter » en soutenant l'Etat sioniste ou en présentant ses crimes et ses guerres comme « *une spirale de violence entre un Etat en situation de légitime défense et des terroristes* ».

2° Aujourd'hui, dans un renversement tragique, les dominants de l'Etat d'Israël ont, sur le fond, mis en pratique une politique d'emprisonnement-expulsion du peuple palestinien. Pendant des décennies, un lien étroit a été tissé entre l'impérialisme des Etats-Unis et l'Etat d'Israël. Pour Washington, que ce soit sous des gouvernements démocrates ou républicains, disposer de l'Etat colonial israélien – sans cesse sous injection financière et militaire en provenance de structures étatiques et de réseaux privés – assurait la présence d'un instrument supplémentaire dans les projets états-uniens de contrôle du Moyen-Orient.

Depuis plusieurs années, l'emprise régionale états-unienne s'est affaiblie. Divers facteurs y ont contribué. On peut noter ici :

- La faillite de l'invasion de l'Irak en 2003 qui débouche sur un gouvernement de gangsters symbolisé dans l'actualité par Nouri al-Maliki et sur le surgissement d'une force djihadiste : le prétendu califat du criminel Abou Bakr al-Baghdadi, allié militairement à des structures issues de l'armée de Saddam Hussein et à divers chefs de tribu.
- L'échec du projet de maintien d'un Etat dictatorial baassiste en Syrie, sans une présence exposée de Bachar el-Assad. D'où le refus impérialiste de donner, dès le deuxième trimestre 2011, une aide militaire efficace à l'ASL (Armée syrienne libre). Résultat : le dictateur Bachar el-Assad – avec l'aide de la Russie de Poutine, de l'Iran de Khamenei, de l'Irak d'Al-Maliki et du Hezbollah libanais – a exterminé plus de 170'000 Syriennes et Syriens, contraint à l'exil interne et externe le plus précaire des millions d'habitants, détruit systématiquement des villes entières. Bachar et ses alliés ont fait de très nombreux Gaza. Ce qu'oublie, soit par bêtise, soit par aveuglement sectaire – soit par une combinaison de ces deux débilites – les forces qui clament leur soutien à « la cause palestinienne », alors que le dictateur de Damas a tué et affamé des milliers de Palestiniens du camp de Yarmouk, aux portes de Damas.
- Le délitement de l'emprise impérialiste états-unienne a facilité des initiatives centrifuges de pays

du Golfe (du Qatar, par exemple) et de l'Arabie saoudite dont un des ennemis-concurrents n'est autre que l'Iran. Un Iran avec lequel, vu sa place stratégique et son marché, l'impérialisme négocie, sous le parapluie de menaces contre son potentiel armement nucléaire. Un thème que cultive l'Etat sioniste pour consolider un complexe militaro-industriel, grandement lié à celui des Etats-Unis. Et aussi pour cultiver une menace présentée comme « énorme » afin de resserrer les rangs de sa population autour de « son armée ».

Les acteurs pétroliers - bourrés de dollars - n'obéissent plus au doigt et à l'œil à la Maison-Blanche. Ce qui oblige le secrétaire John Kerry à multiplier les allers-retours, en avion, une sorte de symbole de la conjoncture militaro-politico-diplomatique. Et l'Egypte de Sissi, qui condamne à mort par centaines des Frères musulmans, devient l'alliée de Netanyaou et est propulsée comme médiateur entre l'Etat sioniste, les « fractions politiques du peuple palestinien », accompagné par les Etats-Unis d'Obama qui se chargent des relations avec le Qatar et la Turquie. De quoi tenter de faire de Gaza une « bande » encore plus sous contrôle, car sa proclamée reconstruction devrait être placée sous la commandite de Mahmoud Abbas et de ses divers maîtres, parmi lesquels le gouvernement israélien.

- Les révolutions arabes, avec leurs trajectoires particulières, ont modifié les rapports de secteurs entiers de la population au pouvoir. La paupérisation extrême et les politiques d'austérité dans ce contexte, la polarisation sociale encore accrue, les affrontements militaires, la répression et la corruption des régimes dictatoriaux, l'affirmation et les échecs de forces islamiques réactionnaires (Morsi en Egypte), le manque de crédibilité des forces nationalistes traditionnelles, l'espoir d'un changement et le désespoir nourrissant l'émigration contrainte, tout cela aboutit à un maelström qui alimente en son sein la résurgence possible de la perspective : le peuple veut autre chose. On l'a vu à Gaza avant l'opération « Bordure protectrice », on l'a vu en Cisjordanie, hier, et aujourd'hui on le voit dans la crainte conjointe du pouvoir sioniste et de l'Autorité palestinienne face à une possible « troisième intifada ».

3° Le gouvernement de l'Etat d'Israël vise - dans cette situation - à accentuer une politique qui doit « exterminer toute résistance » de la part de la population palestinienne. L'extrême violence meurtrière des pilonnages, des bombardements en est une traduction. Conjointement à la destruction par le « Dôme de fer » des missiles tirés par les structures militaires du Hamas. Cette destruction des missiles doit démontrer à ladite population civile de l'Etat d'Israël combien « les terroristes sont impuissants ». Alors que missiles, puis tunnels, puis demain autre chose doivent justifier, aux yeux de la « communauté internationale », que l'armée israélienne « finisse le travail ». Ce « travail » marche sur les brisées de la colonisation permanente de la Cisjordanie. Ce « travail » a pavé la voie à une montée raciste sans retenue en Israël. Le ministre Avigdor Liberman demande le boycott des commerces des Arabes israéliens. Le journaliste israélien Zvi Schuldiner rapporte « les messages racistes, y compris à tonalité néonazie, sur les réseaux sociaux d'Israël », ainsi que les attaques physiques de groupes fascistes israéliens contre les militant·e·s du « camp de la paix ».

« Détruire la résistance palestinienne » conduit à la destruction systématique des infrastructures, des écoles, des mosquées (88), des sites agricoles dans cette mini-bande de Gaza. L'impossibilité pour les bateaux de pêche d'aller en mer, la dévastation de milliers de petites fabriques et d'ateliers artisanaux en sont une autre marque.

Les obus de mortier tombant sur les hôpitaux, les cliniques, le personnel sanitaire sont l'expression de ces choix visant à meurtrir au plus profond le peuple palestinien. Or, ces obus suivent, si l'on peut dire, les restrictions organisées d'appareils médicaux, de médicaments, de systèmes de soins. Des soignants palestiniens de Médecins sans frontières (MSF) voient tous les jours des femmes enceintes, obligées de parcourir ce « ghetto » bombardé avec le risque de perdre leur enfant, autrement dit l'avenir d'un peuple, alors que des centaines de jeunes sont tués et des milliers

blessés. Les autorités médicales estiment à 180'000 le nombre d'enfants palestiniens qui ont un besoin urgent de médicaments et de soins suite aux traumatismes incommensurables de guerres à répétition, d'emprisonnements, de deuils répétés. Ce drame a été saisi dans son horreur par les dizaines de personnalités du monde médical qui ont publié, le 23 juillet 2014, une émouvante lettre ouverte dans la revue médicale de référence *The Lancet*.

Briser la résistance revient à briser les corps et les âmes. Le rejet de cette destruction d'un peuple relève donc de la défense de valeurs universelles, au même titre que le soutien au peuple syrien insurgé que l'autocratie de Bachar tente de briser. Il ne peut y avoir, pour celles et ceux engagés en faveur des droits du peuple palestinien - qu'il vive dans la Palestine dite historique ou dans des camps de réfugiés ou dans l'exil -, d'exceptions dans l'engagement pour la garantie de droits humains fondamentaux. Les causes universelles excluent les silences sélectifs. La campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) doit se renforcer. Elle peut, sous d'autres formes, exister face au régime de l'autocrate « élu » comme tous les dictateurs : Bachar el-Assad.

Mouvement pour le socialisme (MPS/BFS)

P.-S.

* Tract écrit pour la manifestation du 2 août à Berne (Suisse).